

La FDSEA cherche des solutions pour sortir de l'ornière

Selon le syndicat agricole majoritaire, l'agriculture entre dans l'ère de la volatilité des prix. Sous la pression de l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne supprime les filets de sécurité (prix minimum garantis) qui régulaient les marchés agricoles. « Nous devons construire du neuf. La loi de modernisation de l'agriculture nous en donne l'occasion », déclare Christiane Lambert, présidente de la FDSEA de Maine-et-Loire. Sous son impulsion, depuis quatre ans, la FDSEA réfléchit sur l'organisation de filières agricoles solides, efficaces, équilibrées et compétitives. Un Meccano à trois étages : regroupement des producteurs, signature de contrats avec les industriels, dialogue entre les maillons de la filière (interprofession).

Priorité des priorités : « lutter contre l'atomisation de la production, ce fléau qui met les 570 000 exploitations françaises en situation de faiblesse dans le goulot d'étranglement des géants agroalimentaires et des centrales d'achat de la grande distribution. Que pèse



Le plan exceptionnel de soutien à l'agriculture décidé par Nicolas Sarkozy découle très largement des revendications de la FNSEA. Présidée par Christiane Lambert, la FDSEA de Maine-et-Loire cherche des solutions à long terme pour contrer le yo-yo des prix.

la plus grosse exploitation des Pays de la Loire, seule face à son entreprise de transformation ? Rien ! » Selon Christiane Lambert, les agriculteurs doivent se regrouper en créant des organisations de producteurs ou des associations d'organisations de producteurs par territoire et

par production. Unis, ils seront assez costauds pour négocier collectivement avec les transformateurs des contrats d'approvisionnement tenant compte de leurs coûts de production et des besoins des marchés. Avec pour arbitre une interprofession garante de règles du jeu loyales.

Pour la FDSEA, la contractualisation constitue un outil de régulation interprofessionnel se substituant à la régulation déclinante des pouvoirs publics. Elle apporte au producteur une sécurité et une visibilité sur les prix, les quantités et les débouchés. « Nous voulons mettre en place ces nouveaux outils avant l'arrêté des quotas laitiers, en 2014. Sinon, qu'est-ce qui garantira au producteur l'assurance que son lait sera collecté tous les deux jours, à un prix rémunérateur ? »

X. B.

Assemblée générale de la FDSEA aujourd'hui, de 9 h 30 à 14 h 30, à l'hippodrome Isle Briant, au Lion-d'Angers. Table ronde : « déterminer le prix de nos produits, élément clé de l'avenir de nos entreprises ». Avec Thierry Merret, producteur de légumineuses, président de la FDSEA du Finistère, Jean-Pierre Fleury, secrétaire général de la Fédération nationale des éleveurs bovins, Michel Guernévé, producteur de porcs, président de la coopérative bretonne Cecab.

Notes politiques

Le NPA du Maine-et-Loire et le port du foulard

Les candidates et candidats aux élections régionales, militants du Nouveau parti anticapitaliste de Maine-et-Loire, « se revendiquent du combat féministe mené de longue date dans le monde entier pour les droits des femmes. Notre camarade Ilham, par son appartenance au NPA du Vaucluse et son action militante reconnue, a toute légitimité à être candidate aux élections

régionales dans la région PACA. Cependant, son port du foulard ne peut exprimer les valeurs féministes que nous souhaitons porter à travers le NPA. Le débat va se poursuivre sur la question du foulard. Nous sommes confiants qu'il pourra progresser dès lors qu'il sera conduit dans le respect mutuel des uns et des autres. »

Laurent Gérard, l'aéroport, Bayrou et Béchu

« Le 14 janvier, François Bayrou lors de sa venue à Angers, s'était dit convaincu par les arguments que je lui avais présentés en faveur d'un réseau ferré au détriment de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, pour des raisons de maîtrise des dépenses publiques, d'aménagement équilibré du territoire, et enfin environnementales », rappelle dans un communiqué l'ancien président du MoDem, Laurent Gérard, présent sur la liste de l'UMP Christophe Béchu. « Il devient à son tour pétitionnaire

du collectif des élus qui remettent en cause l'utilité de cet aéroport. Je me réjouis de cette position rendue publique. Il s'agit bien là d'un projet régional, pour lequel les logiques d'étiquettes ne veulent rien dire, et confirme mon choix de faire de cette élection régionale, une élection locale et non un référendum pro ou anti Président de la République. »

Paradoxalement, Laurent Gérard se retrouve sur une liste validant l'aéroport...

Christine Regnier répond à Sophie Saramito

Christine Regnier, candidate de la liste Agir Vraiment avec Christophe Béchu, première adjointe au maire de Saumur, répond aux remarques de la socialiste Sophie Saramito. « Comment Madame Saramito peut-elle justifier le million et demi d'euro investi dans le « logiciel maison » de promotion touristique Cyvel2.0, qui, non seulement a présenté un surcoût par rapport aux produits de même type existant sur le marché, mais a pris un an de retard. Aujourd'hui la mise à jour de données et donc la valorisation du

territoire via internet est au point mort. Comment peut-elle justifier une communication touristique recentrée sur ses frontières, qui ne laisserait pas notre territoire orphelin d'une promotion internationale porteuse d'activité économique ? Comment peut-elle justifier le saupoudrage d'aides non ou peu accompagnées. Force est de constater qu'après six ans passés à la Région, Madame Saramito est bien en peine de présenter un bilan positif. »

Délégation d'agriculteurs des Mauges à Strasbourg

Le député européen Christophe Béchu a reçu, au Parlement européen une délégation d'agriculteurs du Pays des Mauges. Parmi eux, Jean-François Cesbron, président de la Chambre d'agriculture, Pascal Gallard, président du comité régional de développement agricole et rural des Mauges, Christophe Dile, président de la communauté de commune de

la région de Chemillé et René-Luc Vigneron, vice-président de la communauté d'agglomération du Choletais. A cette occasion, et en présence de Monsieur Paolo De Castro, président de la Commission de l'agriculture du Parlement européen, Christophe Béchu a rappelé son attachement à une agriculture à haute intensité humaine.